

2 Politique

En prélude aux Législatives à venir/2e siège du deuxième arrondissement de Libreville

La candidate du PSD présentée aux populations

J-C.A

Libreville/Gabon

C'était au cours d'une cérémonie présidée par le leader du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou. La manifestation a eu lieu dernièrement au siège de ladite formation politique qui se réclame de l'opposition "républicaine et démocratique".

LE président du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, a récemment, échangé avec la notabilité du 2e siège du 2e arrondissement de Libreville. Question de se mettre à l'écoute de ceux-ci. Et de saisir cette occasion pour présenter la candidate de son parti, Mme Stéphane Bibaye, dans cette circonscription lors des législatives à venir. Intervenant au nom des sages, Martin Nzoghe a énuméré les maux qui minent la quiétude des habitants de l'arrondissement et qui ont pour noms "l'insécurité, les constructions anarchiques, le manque d'infrastructures communautaires, la pollution sonore engendrée par les églises dites du réveil et les bistrotis, le chômage des jeunes, le manque d'espace de jeu etc.". A ces manquements le représentant des jeunes, Edgar Mombo, a ajouté "l'insalubrité, le manque d'eau potable et l'inaction des Forces de police nationale face à l'insécurité grandissante, alors qu'un commissariat est pourtant érigé dans l'arrondissement."

En réponse à ces propos, le



Photo : D.R

Mme Stéphanie Bibaye, candidate du PSD, au 2e siège du 2e arrondissement de Libreville.



Photo : D.R

Le président du PSD, Pierre-Claver Maganga Moussavou (extrême droite), écoutant un intervenant.



Photo : D.R

Une vue de l'assistance lors de la rencontre.

président du PSD a fait savoir que la présente rencontre s'inscrit dans dans le

cadre de sa volonté de se mettre à l'écoute des populations. Et, a-t-il poursuivi,

il est souhaitable que des occasions de se genre de viennent régulières pour

une meilleure appréhension des problèmes. Et en sa qualité de vice-président

de la République, il s'attelle à la réussite de ce septennat aux côtés du chef de l'État. Son rôle est donc d'aider ce dernier dans sa tâche qui consiste à trouver des solutions aux problèmes que rencontrent les populations.

En ce qui concerne les difficultés auxquelles les jeunes font face dans cette circonscription, Pierre-Claver Maganga Moussavou s'est engagé à sélectionner une vingtaine de jeunes gens qui seront envoyés en formation dans des auto-écoles. Une fois détenteurs d'un permis de conduire, il sera ensuite fourni un véhicule à usage de taxi à chaque groupe de quatre jeunes pour une gestion collégiale. De même, il s'est engagé à réfectionner un certain nombre de ponts dans ledit arrondissement... L'homme a également sollicité le soutien des populations de cette circonscription, afin de lui donner la force de mieux défendre leurs intérêts auprès du président de la République. «Pour que le chef de l'État prenne en compte ce que je lui dirai, il faudrait que j'aie des troupes. Je serai alors capable d'aller me battre et discuter pour vous», soutient-il.

C'est pourquoi il a exhorté les populations à accorder leurs suffrages à Mme Stéphanie Bibaye, la candidate du PSD pour le compte dudit siège, lors des législatives à venir. Non sans souligner que "l'on ne vote plus pour voter, mais on vote en raisonnant". Et qu'il ne pourra continuer à travailler que s'il bénéficie du soutien des populations.

Miroir du gouvernement

Plus jamais ça !

GOUVERNER c'est prévoir. Ce dicton ne s'est jamais révélé aussi pertinent qu'à l'heure actuelle où on s'aperçoit, ahuri et apeuré, que les autorités compétentes n'ont pas pu prévoir et empêcher l'effondrement de la Nationale 1, à hauteur de Four-Place, dans la nuit de samedi à dimanche dernier. Un axe vital. Tant il permet de rallier la capitale gabonaise à l'hinterland et la circulation de nombreuses marchandises. Et dire que les signes avant-coureurs étaient visibles. Mais personne, apparemment, n'y a prêté attention. Heureusement qu'il n'y a pas eu de perte en vie humaine. N'empêche, que depuis plusieurs mois, au vu et au su des usagers et des agents du ministère de l'Équipement, des Infrastructures et des Mines, cet axe

s'affaissait. Une situation révélatrice à plus d'un titre de l'absence d'entretien régulier et permanent de notre réseau routier. D'autant que, à en croire certains spécialistes, on aurait pu éviter cet incident si nos routes étaient régulièrement entretenues. Ce qui, visiblement, n'est pas le cas. Selon eux, plusieurs tronçons de la Nationale 1 ont largement dépassé leur durée de vie. Si l'on n'y prend pas garde, l'incident survenu sur la Nationale 1 pourrait se reproduire ailleurs. Et là, on pourrait peut-être déplorer des pertes en vies humaines.

En réalité, à les entendre, c'est une grande partie des infrastructures routières qui est vétuste. C'est notamment le cas, selon eux, d'une partie de l'axe

Bifoun-Ndjolé et de nombreux ouvrages d'art. Particulièrement des ponts construits dans plusieurs localités du pays dans les années 70 et 80. Lesquels, dans la plupart des cas, ne disposent plus de garde-fous quand ils ne présentent pas des signes de dégradation susceptible de mettre en péril la vie des automobilistes et autres piétons. C'est dire que la responsabilité des pouvoirs publics ne saurait être occultée, de quelque manière que ce soit, sur l'incident survenu sur la Nationale 1. Encore moins la crise économique actuelle ne saurait être un quelconque alibi.

Au-delà de tout, la catastrophe survenue dans la nuit de samedi à dimanche dernier place le gouvernement devant une

impérieuse nécessité : l'entretien des ouvrages et édifices publics au sens large. Pour s'en convaincre, il suffit de voir dans quel état se trouvent certains bâtiments abritant des départements ministériels, gouvernorats et autres préfectures. Quoiqu'il en soit, avec l'effondrement de la Nationale 1 à hauteur de Four-Place, l'équipe "Issoze Ngondet III" doit faire face à son premier grand dossier chaud, en sus de l'organisation des législatives, de la poursuite de la matérialisation du programme des mesures annoncées par le chef de l'État le 31 décembre 2017, du Plan de relance économique (PRE). À ce qu'il semble, le gouvernement semble avoir pris pleinement la mesure de la situation survenue sur la Nationale 1. En

témoigne la promptitude avec laquelle le ministre de l'Équipement, des Infrastructures et des Mines, Christian Magnagna, s'est rendu sur les lieux pour s'enquérir de la réalité. Et dans la foulée, la tenue, hier, d'une réunion présidée par le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, en vue du rétablissement dans les meilleurs délais d'une circulation normale sur la Nationale 1.

Qu'à cela ne tienne, tout ceci ne devrait pas occulter l'essentiel. A savoir, comment éviter que l'incident survenu sur la Nationale 1, à hauteur de Four-Place, dans la nuit de samedi à dimanche dernier, ne se reproduise plus sur un autre tronçon du réseau routier national ?

Par J. KOMBILE MOUSSAVOU